

1. Les divergences entre les créanciers ne portent pas sur le fond. Ce qui les réunit est beaucoup plus important, à savoir une volonté de faire plier le peuple grec et de montrer de manière définitive qu'il n'existe pas d'alternative aux politiques d'austérité et de réformes néo-libérales. Les institutions de la Troïka ne représentent pas seulement des créanciers, qui portent aujourd'hui environ 80 % de la dette grecque, ils sont les défenseurs des intérêts fondamentaux du capital financier, et du capitalisme tout court. Les divergences sont en grande partie factice et relèvent plutôt d'une tactique *good cop, bad cop*, avec la tentative de médiation vite avortée de Jean-Claude Juncker.

Prenons un peu de recul : s'il s'agissait vraiment de trouver un accord, il y a longtemps qu'il aurait pu être trouvé, compte tenu des concessions déjà importantes déjà consenties par le gouvernement grec. On peut même avancer que les « lignes rouges » définies par les négociateurs grecs, notamment sur la TVA et les retraites, permettraient d'améliorer (un peu) la viabilité du programme, même du point de vue des institutions.

Mais il s'agit d'autre chose : les travaux menés dans le cadre de la Commission pour la vérité sur la dette grecque ont montré que les conditions que voudrait imposer aujourd'hui la Troïka reposent sur les mêmes hypothèses erronées que celles du premier Mémoire de 2010, qui ont conduit à la catastrophe économique et sociale que l'on sait. Aujourd'hui comme alors, il ne s'agit pas d'erreurs théoriques, mais de la mobilisation du dogmatisme économique au profit d'un projet politique de répression de toute alternative.

2. Le gouvernement grec a non seulement fait des concessions, mais il a aussi fait dès le départ des propositions que beaucoup d'économistes pas forcément radicaux considèrent comme parfaitement sensées. La première consiste à transformer la dette en dette perpétuelle ; plus précisément, il s'agirait de convertir les prêts de la BCE et du FMI en prêts à long terme du Mécanisme européen de stabilité avec un taux d'intérêt très bas. La deuxième proposition est de conditionner les remboursements à la reprise d'une croissance effective. Enfin, une troisième proposition fait appel à un investissement réalisé par la Banque européenne d'investissement. La BCE pourrait ensuite racheter les obligations émises dans le cadre du *Quantitative Easing*, permettant de maintenir les taux d'intérêt à un niveau très bas.

La ligne du gouvernement grec a donc effectivement consisté à affirmer un certain nombre de principes intangibles tout en faisant des propositions pouvant servir de base à la négociation. Ce positionnement a, dit-on, surpris la Troïka, habituée à plus de docilité de la part des précédents gouvernements grecs, ou d'autres pays de la zone, avec lesquels elle avait eu a « négocié ». Ce mépris et cet esprit de domination se reflète dans beaucoup de déclarations, comme celle du commissaire européen aux Affaires économiques, le français Pierre Moscovici, qui a cru bon de déclarer récemment : « J'aime beaucoup la tragédie grecque mais je pense que maintenant, il faut vraiment passer au *happy ending* ». Il semble que les négociateurs grecs ont été eux aussi surpris de trouver en face d'eux une fermeture aussi totale et violente.

3. S'il n'y a pas d'accord à la fin du mois de Juin, le gouvernement peut encore temporiser quelques semaines, mais la seule véritable option serait de déclarer un moratoire unilatéral en constatant que la dette est insoutenable, que les conditions demandées par la Troïka la rendrait encore plus insoutenable, et que ce sont ses exigences « absurdes » (comme les qualifient à juste titre alexis Tsipras) qui ont rendu l'accord impossible. La BCE pourrait alors mettre à exécution son arme fatale, à savoir la suspension de l'ELA (*Emergency liquidity assistance*) qui permet aux banques privées grecques de se refinancer auprès de la BCE, autrement dit d'obtenir des liquidités. Cette nouvelle situation rendrait nécessaire une nationalisation au moins partielle des principales banques grecques et un contrôle des capitaux pour empêcher le *bank run*. Sur ce dernier point, le fait que le gouvernement grec n'ait pris jusqu'ici aucune mesure de contrôle, alors que la fuite des capitaux a commencé dès son arrivée au pouvoir, est révélateur de sa volonté de jouer pleinement le jeu de la négociation. Mais ce scénario entraînerait le gouvernement sur une autre voie, à laquelle il ne semble pas qu'il se soit vraiment préparé.

4. Pierre Khalfa a parfaitement raison d'évoquer la possibilité d'une « troisième voie » fondée sur l'émission d'une monnaie parallèle (l'*euro-drachme*) destinée aux transactions internes et garantie par l'Etat. Nous partageons tous les deux l'idée qu'il n'y a pas de lien automatique entre le non-paiement de la dette et la sortie de la zone euro, et que cette dernière ne devrait pas être présentée comme un préalable à toute politique alternative. Suspendre ou annuler les paiements de la dette et sortir de la zone euro sont deux choses différentes.

Certains proposent une sortie de l'euro sans poser la question de la dette qui devrait être le véritable préalable. En sortant de l'euro, un pays peut certes retrouver sa souveraineté monétaire, mais cela ne vaut que pour les déficits à venir que l'on peut faire financer par la Banque centrale et pas pour la dette déjà acquise. Et on imagine mal que les créanciers accepteraient d'être remboursées en drachmes dévaluées et non pas en euros, de telle sorte que la charge réelle de la dette serait augmentée proportionnellement à la dévaluation de la nouvelle monnaie. C'est donc bien la question de la dette qu'il faut trancher avant toute chose.

5. Le retour à la drachme aurait par ailleurs des effets négatifs, parmi lesquels il y en a un qui est rarement discuté : dès lors que la balance commerciale ne serait pas équilibrée, la nouvelle monnaie serait exposée sans protection aucune à la spéculation, qui pourrait servir à faire échouer une expérience alternative.

6. Cela a été un grand honneur et une expérience enthousiasmante que de participer aux travaux de la Commission pour la vérité sur la dette grecque, dans un esprit de solidarité internationale. Je partage pleinement la principale conclusion de ce premier rapport que l'on pourrait ainsi résumer : la dette publique grecque est aujourd'hui totalement insoutenable. Je ne pense pas trahir la pensée de mes collègues grecs et étrangers en disant que nous n'avons jamais succombé au mirage d'un « gouvernement d'experts » : nous ne sommes pas là pour donner des leçons. Comme la question de la dette est étroitement liée à la question démocratique, notre travail n'a eu d'autre ambition que de fournir des arguments, les mieux étayés possibles, à celles et ceux qui veulent que la démocratie citoyenne l'emporte sur les diktats criminels de la finance internationale.